

POUR UN MOUVEMENT DES TRAVAILLEUR.SES DE L'ALIMENTATION

TEXTE D'AFFIRMATION

Nous nous reconnaissons en tant que **travailleuses et travailleurs de l'alimentation**. Nous souhaitons initier un mouvement large et puissant de travailleur.ses souhaitant voir advenir une révolution anticapitaliste, que nous jugeons indispensable pour nous réapproprier les moyens de production et donc, d'existence, afin d'en finir avec la violence sociale que nous subissons.

Par les moyens de production, nous entendons nous réapproprier la terre, les outils de production, de transformation et les magasins d'alimentation aux **dépens de ceux qui les possèdent**.

Nous nous reconnaissons dans l'héritage des Travailleurs Paysans et souhaitons reprendre leurs idées pour imaginer une reprise des terres, des outils d'approvisionnement et de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Nous souhaitons réactualiser cet héritage pour initier des **propositions concrètes révolutionnaires** et des actions qui nous lient à nos territoires et aux luttes qui s'y développent.

Nous nous situons dans une perspective communaliste fédéraliste, hybridation entre l'idéal communiste et l'autogestion anarchiste, mais sommes conscient.es que cette révolution n'advient ni du jour au lendemain, ni sans un **rapport de force** favorable aux classes populaires. Nous souhaitons voir advenir une société guidée par **la confiance, l'entraide et la solidarité** dont nous serons les première.s acteur.ices.

Nous nous intéressons en premier lieu à nos moyens d'existence et de subsistance, et donc à la terre et à l'alimentation, et souhaitons défendre des propositions fortes pour leur réappropriation. Ainsi, nous cherchons à imaginer de **nouveaux statuts** pour celles et ceux qui travaillent dans l'alimentation, mais également pour les moyens de production.

Nous souhaitons nous placer sur un terrain de réflexions et d'actions oublié : la majorité de ceux qui produisent, transforment et commercialisent la nourriture vendent leur force de travail et ne possèdent pas la **propriété d'usage**. Or c'est cette **co-propriété d'usage** que nous voulons voir se généraliser.

Nous souhaitons la mise en place d'une **Sécurité Sociale de l'Alimentation** qui garantisse un droit universel à une alimentation de qualité dans le respect de nos choix par une gouvernance démocratique et permette le financement d'un nouveau système alimentaire post-capitaliste.

Nous avons confiance dans notre capacité collective à gérer les terres, les fermes, les usines et les magasins par nous-même en généralisant la co-propriété d'usage et l'autogestion collective.

Nous souhaitons nous organiser en groupes autonomes où nous développeront **des stratégies** propres à la réalité des rapports de force et des militants qui portent les dynamiques locales.

Nous **souhaitons être transformé.es joyeusement** - au sens d'un renforcement de notre pouvoir d'agir - par nos aventures collectives, et attachons une importance forte au soin dans nos collectifs militants. Nous serons en attentifs et attentives à ce que les espaces de luttes comme nos propositions puissent mettre au travail les rapports de classe, de genre et de race dont nous serons traversé.es. Nous voulons œuvrer pour une révolution féministe, décoloniale, antiraciste et antivalidiste.

Nous nous adressons aux millions de personnes avec ou sans papiers qui sont exploitées et qui vivent et travaillent en lien avec la terre, et transforment ou distribuent la nourriture dans l'ensemble de la filière de l'alimentation.

APPEL

aux travailleuses et travailleurs de l'alimentation

Le 24 février 2024, une rencontre a réuni une soixantaine de personnes de générations, de territoires et de statuts différents (des personnes retraitées, salariées, chômeuses, au RSA, chef·fe d'exploitation...), de secteurs professionnels différents (travailleurs·euses de la terre, cantinières et cantiniers, intermittent.es du spectacle, animatrices et animateurs de syndicat...). Grâce à l'organisation de cette rencontre, son animation et les délibérations collectives, nous avons posé des bases politiques solides.

Nous étions toutes et tous là pour sortir de la poussière les réflexions, analyser les revendications des travailleurs·euses paysans et poser un acte fondateur d'actualisation de ces idées pour les travailleurs·euses de la terre.

La lecture des archives de la CNSTP (Confédération Nationale des Syndicats des Travailleurs Paysans) **a été une découverte bouleversante et enthousiasmante.** Elles ont été une ouverture sur un monde oublié, sur des imaginaires politiques avortés, faute de transmission et de domination d'un système qui ne laisse rêver l'alternative. Nous les avons lues avec beaucoup d'admiration : quelle capacité de travail et de clarté dans la rédaction des idées ! **Sans les idéaliser, c'est vivifiant et offensif.**

Que ce soit sur les questions du travail, du statut des travailleurs·euses de la terre, de la propriété, de la sécurité sociale et des alliances de classe, nous nous reconnaissons fortement dans le chemin politique qu'elles et ils ont tracé.

Ce mélange révolutionnaire – émancipation a été permis par la diversité et l'implication des personnes présentes, par la haute teneur des positions politiques exposées dans les textes d'archives arpentés et par les interventions de Bernard et Jean-Pierre sur leur expérience de la CNSTP. En assumant de nous définir collectivement en tant que travailleurs·euses, nous avons cultivé notre enthousiasme et des imaginaires désirables. **Nous avons osé !**

**Nous lançons donc cet appel à continuer le travail amorcé,
à l'ouvrir aux travailleuses·euses de toute la filière de l'alimentation et à tout·es.**

Peu de personnes s'installeront en tant qu'exploitant·e agricole, avec un statut uberisé où l'endettement pour acheter l'outil de travail et la rémunération à la quantité produite existeront toujours. Nous nous adressons aux millions de personnes avec ou sans papiers qui sont exploitées et qui vivent, travaillent en lien avec la terre, dans l'agroalimentaire, la distribution et la restauration. Nous avons goûté aux conquêtes sociales avec le statut du salariat, les congés payés, le salaire mensuel, la sécurité sociale avec les allocations chômage, les pensions de retraite... Nous avons une vie sociale à laquelle nous sommes attaché.es.

Tant que nous ne revendiquerons pas l'instauration d'un autre statut que celui d'exploitant·e agricole, nous ne pourrions pas vivre de notre travail par milliers, par millions.

Nous vivons une phase historique et de conscientisation politique. Les mobilisations agricoles, sociales (gilet jaune, retraite...), écologistes, féministes et anti-racistes nous font bouillonner. Saisissons-nous de l'ambition révolutionnaire des combats, des idéaux et des recherches d'alliance portés par le syndicat des travailleurs·euses paysans.

**Retrouvons-nous les 28 et 29 septembre 2024
au Plat de Résistance, à Combrand (79)**

Une démarche d'inscription de votre part est indispensable : formulaire d'inscription c'est par [ici !](#)

Nous nous espérons nombreuses et nombreux pour nourrir les imaginaires politiques dans les traces des travailleurs·euses paysans. D'ici là, nous vous invitons à consulter, arpenter et à diffuser les archives¹ avec les idées qu'elles véhiculent et l'horizon qu'elles dessinent.

Les travailleuses·euses présentes à la journée de travail
« Sur les traces des travailleurs·euses paysans » en date du 24 février 2024
Contact : travailleuseusespaysans@systemli.org

¹ - Via [ce lien](#) vous pourrez prendre connaissance des archives collectées au Centre d'Histoire du Travail de Nantes et les témoignages (au format audio et texte) de Bernard Péré et Jean-Pierre Dardaud, anciens membres de la CNSTP, ainsi que les fruits de l'ensemble de nos travaux du 24 février. :